

# Frank-Walter Steinmeier, élu à la présidence de la République fédérale d'Allemagne

Corinne Deloy

## Résultats

Comme attendu, Frank-Walter Steinmeier (SPD) a été élu président de la République fédérale d'Allemagne le 12 février dès le 1er tour de scrutin. Soutenu par le SPD, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de la chancelière Angela Merkel et l'Union chrétienne-sociale (CSU), il a recueilli 931 voix sur 1 260 membres de l'Assemblée fédérale (Bundesversammlung), qui regroupe les 630 membres du Bundestag, chambre basse du parlement, et un nombre égal d'élus des seize Länder du pays et de personnalités de la société civile.

Il succèdera à Joachim Gauck, qui avait choisi de ne pas se représenter, le 18 mars.

« Je veux être, en tant que président de la République, un contrepoids aux simplificateurs sans limites, tout le contraire d'un président qui simplifie tout. C'est le meilleur antidote au populisme » a déclaré le nouveau chef de l'Etat auquel certains reprochent ses positions jugées parfois trop favorables à la Russie de Vladimir Poutine. Frank-Walter Steinmeier, ancien ministre des Affaires étrangères, avait ainsi critiqué la politique de l'OTAN à l'égard de Moscou qualifiée par lui de « belliciste ». Homme toujours modéré, il était également sorti de sa réserve à l'été 2016 en qualifiant Donald Trump, à l'époque candidat républicain à la présidence des Etats-Unis, de « prêcheur de haine ».

Le poste de Président allemand est essentiellement honorifique même si le chef de l'Etat peut refuser de signer un texte qu'il juge contraire à la Loi fondamentale (la Cour constitutionnelle est alors saisie et si elle donne son feu vert, il est alors contraint de le signer). Cela s'est produit lors de la signature du traité de Maastricht ou de celui de Lisbonne. Il possède également le pouvoir de dissoudre le Bundestag dans deux cas précis : lorsque celui-ci ne réussit pas à élire un chancelier (c'est-à-dire si aucun candidat ne parvient à réunir la majorité des voix des députés au bout de trois

jours selon l'article 63 de la Loi fondamentale) ou lorsqu'une motion de confiance proposée par le chancelier en exercice n'obtient pas l'approbation de la majorité des membres de la chambre basse du parlement (article 68).

Agé de 61 ans, Frank-Walter Steinmeier est originaire de Detmold (Rhénanie-du-Nord-Westphalie). Diplômé en droit, il adhère très jeune au SPD. Au tout début des années 1990, il travaille avec Gerhard Schröder (SPD), alors ministre-président du Land de Basse-Saxe. Devenu secrétaire d'Etat et directeur de la chancellerie de Basse-Saxe, il suit Gerhard Schröder lorsque celui-ci devient chancelier à l'issue des élections du 27 septembre 1998. L'année suivante, Frank-Walter Steinmeier est nommé chef de cabinet à la chancellerie. Il sera l'un des artisans des réformes les plus marquantes de Gerhard Schröder connues sous le nom d'Agenda 2010 (réforme des retraites, du système de santé et du marché du travail).

Il se spécialise en politique étrangère, ce qui amènera la chancelière Angela Merkel qui succède à Gerhard Schröder en 2005 à le nommer ministre des Affaires étrangères. En 2009, Frank-Walter Steinmeier mène la liste du SPD aux élections législatives du 27 septembre. Il essuie alors une

## Élection présidentielle en Allemagne 12 février 2017

---

sévère défaite, le SPD recueillant son plus faible résultat depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale avec 23% des suffrages. Il est néanmoins désigné président de son parti au Bundestag, poste qu'il abandonnera quelques mois pour donner l'un de ses reins à sa femme gravement malade et en attente d'organe pour une greffe, un geste qui l'a

rendu très populaire auprès de ses compatriotes.

A la fin de l'année 2013, Frank-Walter Steinmeier retrouve son poste de ministre des Affaires étrangères qu'il a occupé jusqu'en janvier de cette année.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
**[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)**

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.